



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

mutuelles

Question écrite n° 16131

Texte de la question

M. François Vannson * appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur les inquiétudes des sociétaires de la mutuelle retraite de la fonction publique (MRFP) qui ont souscrit au complément de retraite fonction publique (CREF) et au régime Force +. Depuis le 1er janvier 2001, les souscripteurs du régime d'épargne retraite CREF ont subi une baisse de leurs prestations de plus de 16 %. Face à cette situation, un programme de restructuration a été mis en place. Il prévoit notamment le transfert des engagements à l'union des mutuelles de retraite (UMR), nouvelle structure appuyée par les grandes mutuelles de la fonction publique. Les adhérents ont alors été amenés à choisir entre deux solutions, soit accepter ce nouveau régime intégralement fondé sur la capitalisation (alors que le système précédent fonctionnait à 2/3 en répartition), soit démissionner ce qui se traduirait par une perte immédiate d'environ 30 % en moyenne des droits acquis par le versement des cotisations. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer les intentions du gouvernement pour restaurer la confiance des sociétaires et rétablir leurs droits acquis.

Texte de la réponse

Le complément de retraite fonction publique (CREF) était un produit proposé par l'UNMRIFEN (dite « MRFP ») aux fonctionnaires. Ce régime à adhésion facultative fonctionnait pour partie en répartition (60 %) et pour partie en capitalisation (40 %). A l'occasion d'un contrôle de l'IGAS opéré en 1998, il s'est avéré qu'il ne fonctionnait pas conformément à la réglementation posée par l'ancien code de la mutualité. Le problème ne date pas de l'application aux mutuelles des directives « assurances » de 1992. Le précédent gouvernement a été conduit à définir un régime dérogatoire afin de permettre au CREF d'atteindre progressivement un niveau de provisionnement suffisant. Le caractère dérogatoire du dispositif comporte notamment un aménagement du taux d'actualisation retenu pour le calcul des provisions et un niveau minimal de provisionnement fixé à 90 % jusqu'en 2015, puis portée à 95 % en 2020 et enfin à 100 % au plus tard en 2025. Dans ce cadre, les gestionnaires ont élaboré un programme de restructuration qui a notamment transféré les engagements de l'UNMRIFEN à une nouvelle structure mutualiste appuyée par les grandes mutuelles de la fonction publique en conformité avec les dispositions du décret n° 2002-332 du 1er mars 2002 relatif aux opérations collectives de retraite prévues à l'article L. 222-1 du code de la mutualité. Le rapport de solvabilité de cette nouvelle structure, mettant en oeuvre un plan de provisionnement progressif des engagements fera l'objet de rapports de suivi présentés annuellement à la commission de contrôle des mutuelles et des institutions de prévoyance. Cette structure a été agréée et le transfert a été approuvé par des arrêtés ministériels. Si le plan prévisionnel est respecté par la nouvelle structure qui portera les engagements du CREF, ces choix sont de nature à permettre de sauvegarder les droits des adhérents à ce produit d'épargne retraite.

Données clés

Auteur : [M. François Vannson](#)

Circonscription : Vosges (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 16131

Rubrique : Économie sociale

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 7 avril 2003, page 2594

Réponse publiée le : 9 juin 2003, page 4468